



Mercredi [23 octobre 2019), au beau milieu de l'océan Indien, sur la plage de l'une des cinq îles Éparses, le président français lâchait : « *On va dire que je suis déconnecté parce que je suis à la plage, alors qu'il y a des grèves en métropole, mais non, ici c'est la France, ce n'est pas une idée creuse* » . Une réaffirmation sans équivoque de la souveraineté française sur un territoire que revendique Madagascar et pour lequel il a été convenu en mai dernier par les deux présidents que des négociations commenceraient cette année.

Jeudi après-midi, c'est par un tweet que le président Andry Rajoelina a réagi à cette sortie inattendue d'Emmanuel Macron. « *Le respect de l'intégrité territoriale et la défense de nos intérêts passent par le dialogue* » , écrit-il.

Le Premier ministre Christian Ntsay a lui rencontré le chef de l'État français à La Réunion, quelques heures à peine après sa déclaration fracassante. Sans toutefois commenter. S'exprimant pour la première fois vendredi, il met cela sur le compte d'une différence d'agendas politiques et remet les points sur les « i ». « *Chaque pays a son agenda. Cet agenda appartient au président dont vous parlez* » (NDLR : Emmanuel Macron). *L'agenda que nous connaissons, c'est l'agenda qui a été déterminé à la suite de la rencontre au mois de mai entre les deux présidents, rappelle-t-il. Nous avons convenu d'une première réunion de cette commission mixte dans quelques semaines. Et je ne vois pas pourquoi on devrait s'écarter de cette feuille de route qui a été décidée par les présidents de la République.*

»

Des négociations à partir du 18 novembre

Le 18 novembre prochain, à Madagascar, des représentants des deux pays se réuniront pour la première fois autour d'une table pour amorcer les négociations autour de l'appartenance et la gestion de ces îles Éparses. À l'heure actuelle, rien n'a encore filtré sur les grandes lignes du projet. Ni même sur l'identité des personnes qui représenteront la partie malgache.

« La décision finale sur la composition de la délégation malagasy revient au président de la République », souligne le Premier ministre malgache.

En revanche, Christian Ntsay a annoncé la mise en place d'une consultation nationale pour, dit-il, *« recueillir l'ensemble des avis des forces vives de la nation sur un sujet fondamental pour le pays »*.

Publié par RFI le 26-10-2019